

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'aide au développement de l'Afrique et le développement d'un environnement favorable aux investissements, Conakry le 22 juillet 1999.

Mes chers compatriotes,

Je voudrais d'abord saluer chacune et chacun d'entre vous et, au-delà de vous-mêmes, l'ensemble de nos compatriotes de ce pays qui sont de l'ordre de 3000, ce qui représente une communauté importante. Je la sais également dynamique. Je salue en particulier toutes celles et tous ceux qui se sont investis à un titre ou à un autre, je dirai aux services de leurs intérêts, ou de leurs carrières, mais également au service de l'amitié, du développement de l'amitié entre nos deux pays. Les entrepreneurs, les coopérants, la communauté civile et religieuse, nos compatriotes bi-nationaux qui sont ici assez nombreux et qui pour nous sont des français. Je salue les quelques 80 ou 90 entreprises françaises qui ont fait confiance à la Guinée, qui travaillent ici. Je le fais en mon nom, je le fais également au nom du gouvernement représenté ici par Monsieur Josselin, le ministre de la Coopération et de la Francophonie, au nom du Parlement, malgré la séparation des pouvoirs, ils m'y autoriseront, Monsieur Legendre et Monsieur Godfrain, sénateur et député, présidents du groupe d'amitié entre le Sénat français ou l'Assemblée française et leurs homologues guinéens. Je le fais tout simplement et de tout coeur au nom de tous les Français qui prennent, peut-être plus que ce n'était vrai dans le passé, conscience de l'importance de nos communautés dans le monde et en particulier dans cette Afrique qui est à la fois si prenante, si douloureuse par bien des côtés et qui exige de la part de celles et de ceux qui s'y installent ou qui y travaillent beaucoup de foi, de passion, à mon avis une foi et une passion justifiées.

Je suis très heureux de cette occasion d'être ici, de vous saluer, mais surtout de porter un encouragement au développement de notre relation. Je dois dire que l'accueil que nous avons reçu tout au long du chemin qui nous a conduits de l'aéroport jusqu'ici, nous a, je parle de ma délégation, de moi-même, profondément touchés, profondément émus. L'accueil du Président Conte, de son gouvernement, des personnalités guinéennes qui étaient là, était également l'accueil d'amis recevant des amis.

La France reste profondément attachée à l'Afrique en général, la Guinée en particulier. Tout à l'heure, avec les ministres compétents, notre ministre français de la Coopération a eu l'occasion de le redire. Nous défendons avec beaucoup de détermination notre relation bilatérale, notre aide bilatérale, notre aide au développement. N'oublions pas que nous sommes -la France- le premier donneur d'aide au développement à l'Afrique.

Nous défendons ce principe dans les instances européennes. Nous sommes également le premier pays pour ce qui concerne le financement du Fonds européen de développement. Nous défendons également cette thèse avec passion, parce que nous y croyons profondément, au niveau des pays les plus riches du monde, c'est-à-dire dans le cadre du G7/G8. Année après année, j'ai l'occasion d'expliquer et de défendre l'idée selon laquelle ce n'est pas le commerce qui permettra le décollage des pays qui en ont besoin, mais l'aide. Car si le commerce est indispensable, il ne peut réellement se développer qu'à partir d'infrastructures minimum à la fois

économiques et sociales qui, elles, relèvent de l'aide publique. Il faut un grand égoïsme ou un grand aveuglement pour ne pas être convaincu de cette réalité.

La France s'honore d'être un pays qui défend en Afrique à la fois la démocratie et le développement. Avec la conviction que cette évolution se fera. Elle ne se fera pas naturellement sans difficultés, sans problème, sans crise. On le voit bien, dans l'Afrique douloureuse que j'évoquais tout à l'heure, mais elle se fera, parce qu'il y a, ici, l'âme de peuples qui se sont toujours épanouis dans les différentes circonstances de l'évolution de leurs civilisations et qui continueront de le faire. L'Afrique est porteuse d'une très ancienne civilisation et elle l'assumera. Toutes les civilisations connaissent des hauts et des bas. Mais elle a le cœur et elle a l'enthousiasme.

Dans ce contexte, nous voulons renforcer nos liens, notamment avec la Guinée. Ces liens sont forts, ces relations sont bonnes. Nous estimons que la Guinée sous l'impulsion du Président CONTE et de ses gouvernants, a progressé sur la bonne voie. Elle l'a fait dans le domaine économique. Le Fonds Monétaire International en a témoigné, le Club de Paris aussi. Nous connaissons ici tout de même une croissance, une bonne croissance, une inflation maîtrisée et des dépenses qui l'ont été également, même si, comme toujours, il y a quelques nuages à l'horizon qu'il nous convient de dissiper, je pense au marché de la bauxite ou à d'autres choses. Nous sommes décidés à aider cette jeune démocratie qui là encore évolue et à l'aider dans le cadre de son rôle de paix dont elle est porteuse dans une sous-région malheureusement déchirée et où des choses inadmissibles, inacceptables se sont déroulées à ses portes, provoquant d'ailleurs pour ce pays des conséquences difficiles à maîtriser, notamment un grand nombre de réfugiés qui sont lourds à assumer pour la Guinée.

Le dernier point que j'ai évoqué avec le Président, c'est l'effort que la Guinée doit poursuivre pour permettre le développement de la confiance des investisseurs et notamment des investisseurs étrangers. C'est un message qui, sans aucun doute, a intéressé le Président. C'est ce qu'il a repris comme thème de sa première intervention dans le point de presse que nous avons fait tout à l'heure. Il faut pour que l'investissement se fasse, pour qu'il crée l'emploi, la richesse, que l'investisseur se sente en sécurité avec des règles préétablies, avec une justice fiable, avec une législation adaptée et bien appliquée, un environnement stabilisé. Je crois que la Guinée, là aussi, est tout à fait décidée à poursuivre dans cette voie et à renforcer ses garanties, ses assurances nécessaires pour faciliter l'investissement. Je fais confiance au Président et au gouvernement guinéen pour progresser dans cette voie, dans l'intérêt de nos deux parties.

Voilà les quelques réflexions que je voulais faire, en terminant par un sentiment de reconnaissance et d'estime, d'amitié aussi, que je voudrais exprimer à l'égard de celles et de ceux de nos compatriotes qui ont choisi l'Afrique et notamment celles et ceux qui ont choisi la Guinée. Je ne saurais trop vous encourager à poursuivre votre effort, quel que soit votre domaine de responsabilité, parce que l'Afrique et la Guinée le méritent et parce que la France doit, dans le respect de l'intérêt de la carrière ou du travail de ses enfants, faciliter cette ambition africaine. Je vous remercie.\